

INSTRUCTION

N° 99-002-M1-M5-M7 du 5 janvier 1999

NOR : BUD R 99 00002 J

Texte publié au BOCP

NEUTRALISATION DE L'INCIDENCE BUDGÉTAIRE DES MOINS VALUES
SUR CESSIONS D'IMMOBILISATIONS DANS LES NOMENCLATURES M1-M5-M7

ANALYSE

Publication de la circulaire n° NOR/ECO/R/98/06018/C du 22 décembre 1998

Date d'application : 22/12/1998

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; SYNDICAT MIXTE ;
ASSOCIATION SYNDICALE DE PROPRIÉTAIRES ; COMPTABILITÉ

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPGR	TPG	DOM	RF	T								

DIFFUSION

GT 2

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

6ème Sous-direction - Bureau 6C

La suppression du compte 19 « Différences sur réalisations d'immobilisations » dans les nomenclatures M1-M5-M7 à compter du 1er janvier 1998 a soulevé des difficultés dans plusieurs organismes qui n'ont pas, par ailleurs, l'obligation réglementaire d'amortir leurs immobilisations.

La présente instruction a pour objet de notifier aux comptables la circulaire interministérielle n°NOR/ECO/R/98/06018/C du 22 décembre 1998 relative à la neutralisation de l'incidence budgétaire des moins values sur cessions d'immobilisations dans les nomenclatures M1-M5-M7 applicables aux associations syndicales de propriétaires et aux syndicats mixtes de l'article L 5721-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Toute difficulté rencontrée dans l'application de ces dispositions devra être portée à la connaissance de la direction générale sous le timbre du bureau 6C.

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 6ÈME SOUS-DIRECTION

PAR INTÉRIM

DANIEL MÉTAYER

ANNEXE : Circulaire n° NOR/ECO/R/98/06018/C du 22 décembre 1998

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES
FINANCES ET DE L'INDUSTRIE**

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la comptabilité publique

Direction générale des collectivités locales

Bureau 6C

Bureau des budgets locaux
et de l'analyse financière

CD-5433

Le Ministre de l'Intérieur

Le Ministre de l'Economie, des Finances
et de l'Industrie,

à

Mesdames et Messieurs les préfets,

Mesdames et Messieurs les trésoriers-payeurs généraux,

Mesdames et Messieurs les receveurs des finances.

CIRCULAIRE N°NOR/ECO/R/98/060 18/C

OBJET : - Nomenclatures comptables M1-M5-M7 applicables aux syndicats mixtes de l'article L 5721-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et aux associations syndicales de propriétaires.

- Neutralisation de l'incidence budgétaire des moins values sur cessions d'immobilisations.

ANNEXE (suite)

Le plan comptable M1-M5-M7 applicable aux organismes visés en objet depuis le 1er janvier 1997 a fait l'objet d'une mise à jour au 1er janvier 1998. A la différence des communes et de leurs établissements publics administratifs, aucune disposition législative ne permettant d'imputer les plus et moins values sur cessions d'immobilisation en section d'investissement, les circulaires interministérielles n° NOR/INT/B/98/00028/C du 30 janvier 1998 et n° NOR/INT/B/98/00032/C du 3 février 1998 ont notamment supprimé les comptes 19 « Différences sur réalisations d'immobilisations », 676 « Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement » et 776 « Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat ».

Par conséquent, les plus et moins values sur cessions d'immobilisations réalisées par les organismes appliquant la M1-M5-M7 sont supportées, à compter de l'exercice 1998, par la section de fonctionnement de leur budget.

Ces organismes n'étant pas, par ailleurs, soumis à l'obligation d'amortir leurs immobilisations, les opérations relatives aux cessions peuvent occasionner des difficultés au regard de l'équilibre budgétaire lorsque les cessions conduisent à constater des moins values.

La présente circulaire a pour objet de proposer aux syndicats mixtes de l'article L 5721-2 du C.G.C.T. et aux associations syndicales de propriétaires un mécanisme de neutralisation de la charge résultant de ces moins values.

Elle distingue les cessions d'immobilisations réalisées en 1998 et 1999 des cessions qui interviendront à compter de l'exercice 2000.

1) Les cessions d'immobilisations réalisées en 1998 et 1999

Les cessions d'immobilisations intervenant au cours des exercices 1998 et 1999 peuvent donner lieu, pour les syndicats ou associations *qui le souhaitent*, à une reconstitution des amortissements.

La comptabilisation de ces opérations est toutefois subordonnée à :

- l'accord de l'Assemblée délibérante,
- un solde *créditeur* suffisant du compte 1068 après reprise éventuelle du compte 13 dans les conditions définies ci-dessous.

Au vu de la délibération, le comptable constate les *opérations d'ordre non budgétaires* suivantes :

- si le bien cédé a été financé en tout ou partie par une subvention d'équipement imputée au compte 13 et non reprise à la section de fonctionnement, celle-ci doit être apurée au préalable par débit du compte 13 « Subventions d'investissement » et crédit du compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés », à hauteur de la subvention reçue pour financer l'immobilisation concernée,

ANNEXE (suite)

- les amortissements sont reconstitués par le débit du compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » et crédit du compte 28 « Amortissements des immobilisations », à hauteur des annuités d'amortissement à reconstituer et dans la limite du solde créditeur du compte 1068.

Ces opérations sont constatées lors de la comptabilisation des opérations de cessions de l'immobilisation concernée.

2) Les cessions d'immobilisations réalisées à compter de l'exercice 2000

Dans la mesure où les organismes appliquant le plan de comptes M1-M5-M7 doivent faire supporter les plus et moins values sur cessions d'immobilisation par la section de fonctionnement de leur budget, il leur est fortement conseillé de *procéder à l'amortissement de leurs immobilisations, en particulier pour les biens meubles susceptibles de subir des dépréciations définitives*. Ils pourront se référer en la matière aux durées indicatives d'amortissement figurant dans l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et à leurs établissements publics administratifs.

Afin de corriger la valeur nette comptable des biens cédés à compter de l'exercice 2000, les syndicats et associations qui le souhaitent peuvent au préalable reconstituer les amortissements correspondant aux années écoulées depuis la date de mise en service du bien. *La mise en oeuvre de cette reconstitution doit être réalisée au plus tard le 31 décembre 1999.*

L'exercice de cette faculté est toutefois subordonné à l'existence d'un solde créditeur suffisant au compte 1068.

Deux cas doivent être distingués, selon que l'immobilisation a été ou non financée par une subvention d'équipement.

a) L'immobilisation a été financée en tout ou partie par une subvention d'équipement

En prévision de la cession d'une immobilisation qui n'a pas été amortie et a été financée en tout ou partie par une subvention d'équipement, le syndicat ou l'association *peut* procéder, au cours des exercices 1998 ou 1999, à la reconstitution des amortissements selon l'une des deux méthodes ci-après :

*** 1ère méthode : la reprise de la subvention est égale à la dotation à l'amortissement de l'immobilisation qu'elle a servi à financer**

Au cours des exercices 1998 ou 1999, le comptable constate les *opérations d'ordre non budgétaires* suivantes :

- Reprise de la subvention à hauteur des amortissements pratiqués par le débit du compte 139 « Subventions d'investissement transférées au compte de résultat » par crédit du compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés », *à hauteur du montant des amortissements du bien à reconstituer et dans la limite du montant de la subvention reçue* pour financer l'immobilisation concernée,

ANNEXE (suite)

- Reconstitution des amortissements du bien cédé par le débit du compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » et crédit du compte 28 « Amortissements », à hauteur des annuités d'amortissement à reconstituer et dans la limite du solde créditeur du compte 1068.

Une fois reconstitué le montant des amortissements antérieurs et au cours des exercices suivants, il appartient à l'organisme de poursuivre le plan d'amortissement. Ainsi, chaque année, la dotation aux amortissements est constatée par *opération d'ordre budgétaire* selon le schéma classique (débit du compte 68 « Dotations aux amortissements et provisions » par crédit du compte 28 « Amortissements des immobilisations »).

Parallèlement, dans le cas où le compte 13 correspondant n'a pas été totalement repris en section de fonctionnement lors de l'opération non budgétaire précédemment décrite, la reprise annuelle de la subvention à la section de fonctionnement est constatée par débit du compte 139 « Subventions d'investissement transférées au compte de résultat » et crédit du compte 777 « Quote part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat ». Cette *opération d'ordre budgétaire* est réalisée pour le montant de l'annuité d'amortissement de l'immobilisation.

Dans tous les cas, quand la totalité de la subvention a fait l'objet d'une reprise en section de fonctionnement, les comptes 13 et 139 sont soldés mutuellement par opération d'ordre non budgétaire.

*** 2ème méthode : la reprise de la subvention s'effectue sur la même durée que celle de l'amortissement de l'immobilisation qu'elle a servi à financer**

Au cours des exercices 1998 ou 1999, le comptable constate les *opérations d'ordre non budgétaires* suivantes :

- Reprise de la subvention à hauteur de l'amortissement passé de celle-ci par le débit du compte 139 « Subventions d'investissement transférées au compte de résultat » et crédit du compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés », à hauteur du montant de la reprise de la subvention à reconstituer et dans la limite du montant de la subvention reçue pour financer l'immobilisation concernée,
- Reconstitution des amortissements du bien cédé par le débit du compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » et crédit du compte 28 « Amortissements », à hauteur des annuités d'amortissement à reconstituer et dans la limite du solde créditeur du compte 1068.

Une fois reconstitué le montant des amortissements antérieurs et au cours des exercices suivants, il appartient à l'organisme de poursuivre le plan d'amortissement. Ainsi, chaque année, la dotation aux amortissements est constatée par *opération d'ordre budgétaire* selon le schéma classique (débit du compte 68 « Dotations aux amortissements et provisions » par crédit du compte 28 « Amortissements des immobilisations »).

ANNEXE (suite et fin)

Parallèlement, dans le cas où le compte 13 correspondant n'a pas été totalement repris en section de fonctionnement lors de l'opération non budgétaire précédemment décrite, la reprise annuelle de la subvention à la section de fonctionnement est constatée par débit du compte 139 « Subventions d'investissement transférées au compte de résultat » et crédit du compte 777 « Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat ». Cette opération d'ordre budgétaire est réalisée pour le montant de la subvention restant à reprendre rapporté à la durée de l'amortissement de l'immobilisation.

Quand la totalité de la subvention a fait l'objet d'une reprise en section de fonctionnement, les comptes 13 et 139 sont soldés mutuellement par opération d'ordre non budgétaire.

b) L'immobilisation n'a pas été financée par une subvention d'équipement

En prévision de la cession d'une immobilisation qui n'a pas été amortie, le syndicat ou l'association *peut* procéder, jusqu'au 31 décembre 1999, à la reconstitution des amortissements.

Seules les écritures relatives à la reconstitution des amortissements du bien décrites ci-dessus doivent être constatées.

L'opération d'ordre non budgétaire faisant intervenir, en débit, le compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » et, en crédit, le compte 28 « Amortissements des immobilisations » est constatée par le comptable pour le montant des annuités d'amortissement à reconstituer.

La comptabilisation de ces opérations est toutefois subordonnée à :

- l'accord de l'Assemblée délibérante,
- un solde *créditeur* suffisant du compte 1068. A l'issue de ces opérations, le compte 1068 ne peut en effet présenter un solde débiteur.

Vous voudrez bien communiquer au plus tôt ces informations aux ordonnateurs et aux comptables concernés.

Pour le Ministre et par délégation

Le Directeur Général de la Comptabilité
Publique

Jean BASSERES

Pour le Ministre et par délégation

Le Directeur Général des
Collectivités Locales

Didier LALLEMENT